

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : [www.jj-pat-rey.com](http://www.jj-pat-rey.com)

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>

## LA PEUR méthode de gouvernement

Depuis quelques mois, plus je vois, plus j'entends, plus je comprends que des hommes "providentiels" veulent encore instrumentaliser la peur comme moyen d'accéder au pouvoir ; c'est la méthode favorite des césars et des populistes depuis des siècles. Dans le contexte de la peur, on peut tout rogner, jusqu'aux droits fondamentaux de l'Homme : vous l'avez sans doute remarqué ces jours-ci... ;-) On manipule les gens d'une manière éhontée et on cherche à les diviser, en stigmatisant les uns pour plaindre les autres ; mais 2007 risque de ne pas ressembler à 2002... Même les plus niais d'entre nous, savons à quoi nous en tenir maintenant (si ce n'était bien avant !) sur les ressorts des maîtres-chanteurs de la démocratie : politiciens de métier, vendus au libéralisme économique, droite et gauche confondues. Ces gens-là ne savent qu'exhorter à l'effort, en se ménageant leur confort. Je pense même que la plupart d'entre eux ont la flemme de vouloir étudier des projets alternatifs, crédibles, pour influencer un ordre social, particulièrement délétère : ils risqueraient d'y perdre plus qu'ils y gagneraient... Volontiers conseillers pas payés et payés pour le faire, moralisateurs sans morale et affabulateurs souvent, ils confisquent la République et la notion même d'intérêt public, au profit d'une caste de technocrates qui sont les hiérodules de la Finance Internationale. Ils hypothèquent ainsi l'avenir, tout en tirant les marrons du feu, vieux singes qu'ils sont, et je dirai même **qu'ils volent leur avenir, aux jeunes générations !**

Il y a un problème global pour la jeunesse aujourd'hui, dans ce pays : la France, je le répète, on lui vole son avenir... Jamais de tout temps, un tel sort ne lui a été réservé, jamais un tel "procès" ne lui a été intenté ! ... La société dans laquelle on veut nous faire vivre, n'a plus aucun sens ; après on s'étonne que cela pète de partout, mais ce n'est qu'un début et le gouvernement risque de se trouver vite à court de soldats ! Les jeunes (qui ne sont pas tous des délinquants, merci

monsieur le ministre !) ont raison de se révolter ; non seulement on leur vole leur avenir, mais **on les traite comme des esclaves** : par exemple, après les contrats aidés par l'état, rémunérés au SMIC à temps partiel, qui ont souvent servi à pourvoir, dans l'administration et les associations, des postes requérant haut niveaux d'études et qualifications conséquentes, maintenant c'est la multiplication des soi-disant stages en entreprise qui permettent de les utiliser gratuitement, diplômés ou pas diplômés, souvent à faire ce que les autres ne veulent pas faire, quand ce n'est pas pour limiter les recrutements... En plus il faut qu'ils payent pour ce qui reste de nos acquis sociaux, dont ils risquent de ne jamais voir la couleur pour eux-mêmes, et ils doivent faire face à un égoïsme grandissant de leurs aînés, sans même parler d'une démission intellectuelle, rampante, chez beaucoup de ces derniers : plus chez les riches que les pauvres d'ailleurs ! Dans les cités, on leur donne le choix entre le RMI à partir de 25 ans, les petits boulots précaires ou devenir dealer. S'ils veulent avoir l'équipement de base du français moyen, il faut quasiment qu'ils le volent ou le mendient, sans parler des problèmes de logement ! ... Vous pensez sincèrement qu'on puisse accepter un tel sort à vie ? Alors ils font ce que nous n'avons pas été capables de faire, nous les adultes des années 1980-2000 : **obliger les "fauves" d'en haut à les considérer** ! Et si c'était ces petits gars de banlieue qui représentaient le mieux l'esprit des "Sans-Culottes" de la Révolution Française ? Il ne faut pas oublier que l'on peut se retrouver au chômage à vie, pour des raisons sociologiques ou politiques, dans cet "Hexagone" comme dirait Renaud ; cela en contradiction avec sa propre constitution. C'est donc bien une farce, cette "Douce France" où il fait bon vivre, depuis quelque temps ! Alors que croire, qui croire ? Il y a un conflit de générations qui se prépare, qui échappe aux états-majors politiques : **les jeunes en ont marre de trinquer pour les vieux**, et ce n'est pas quelques milliers de "chèvres" qui peuvent décider pour l'ensemble de la nation : avis à ces mêmes états-majors politiques !

Autre vue, m'est avis que ces troubles sociaux, épisodiques dans les banlieues, sont exploités, non seulement à des fins électoralistes localement, mais sont aussi **une des cartes d'un vaste jeu de conditionnement des opinions publiques**, à l'échelle mondiale. On sait d'où cela vient, qui a l'habitude de ses méthodes : des pouvoirs totalitaires, complètement mégalomanes, sont à l'œuvre pour mettre l'économie du monde en coupe réglée. **On désire installer la peur dans les esprits**, et comme l'on sait, la peur obscurcit le jugement : terrorisme, intégrismes, conspirations, pandémie, arsenal nucléaire, troubles sociaux, etc. tout y passe, sans compter les catastrophes naturelles, dont on ne peut pas dire que l'Homme anticipe les conséquences... Jouant un rôle d'auxiliaires, une majorité des médias nous bassinent à longueur de journée avec ce noir, angoissant : ils ne l'inventent pas mais y consacrent largement plus de moyens et de temps qu'il n'est nécessaire ; au milieu on compte à la petite

cuillère, les évènements positifs et encore, le plus souvent, sont-ils, des anecdotes : autrement dit tout va bien madame la marquise ! ... Il y a pourtant des tas de choses dont on pourrait se réjouir sur Terre, mais il faut croire que la domination s'établit mieux en attristant les sujets ! J'en reviens à nos troubles sociaux, en France : ils seraient impulsés par des provocateurs, encadrés par des agents spéciaux (pas forcément français) que je n'en serai pas autrement surpris ! On a déjà fait mieux de par le passé. Rien de plus facile que de manipuler la détresse sociale, en particulier celle des gamins de banlieue ; il suffit pour cela de quelques voyous retournés voire de militants d'extrême droite... On crée de toute pièce le drame, pour faire croire que de mal en pis, on va vers le chaos, et après on présente un homme fort comme le dernier recours, et si celui-là est votre obligé ou mieux, un des vôtres, c'est tout bon pour le plébiscite et on empoche les dividendes ! En France, nous avons déjà donné, mais les grosses ficelles marchent toujours : tel que c'est parti actuellement, beaucoup de nos concitoyens semblent se faire abuser ; beaucoup mais néanmoins, peut-être pas tous ! Je serai à la place de ces manipulateurs, je me méfierai cette fois de la facilité. Le mépris et l'habitude conduisent souvent à de grossières erreurs de jugement : le résultat de la campagne référendaire sur le TCE est un exemple à méditer pour nos marionnettistes ! ...

En complément de mes vues, je me dois d'apporter à ce stade, un témoignage personnel qui date des années 90. Il y a un véritable problème en ce qui concerne le **respect de l'individu**, particulièrement dans les grandes agglomérations, auquel il faut être confronté directement pour mieux l'appréhender. Lorsque vous vivez dans ces quartiers de relégation, dits "difficiles", la majorité des gens de "l'extérieur" vous considère comme des animaux sauvages, dangereux, et cela revient à vous exclure de la vie normale ou presque. Une moue, le ton de la voix, le mépris dans le regard, valent autant que le geste du doigt... Certains esprits médiocres et mesquins, en tout lieu tout endroit : enfermés dans leur tabernacle automobile par exemple, sont très forts pour distiller ces sentiments négatifs. Dans ce pays, "la douce France", il y a des gens qui passent leur temps à mépriser tous ceux qui ne leur ressemblent pas, souvent plus par peur de cet autre justement que par raison. Alors, vivant dans ces quartiers, mal réputés, si vous ne fermez pas votre gueule, si vous n'acceptez pas de jouer le "bon sauvage", vous ne valez pas un mégot dans le caniveau que l'on puisse aisément piétiner !!! Et ceux qui vivent cela à longueur de temps, comment vivent-ils ? mal assurément ! Etonnez-vous qu'il y en ait qui fassent après cela, de la surenchère dans la provocation ! Ce qui blessent en premier lieu les enfants, **c'est de voir leurs parents, traités comme des bêtes qui ne sont plus des référents**. Alors ils expriment leur colère comme ils peuvent : ils cassent tout, de préférence ce qui rappelle l'institution, y compris les voitures avec tout ce qu'elles symbolisent de contrôle étatique et qu'ils ne

peuvent avoir légalement. En second lieu, c'est malheureux à dire, mais il faut voir dans ce vandalisme, **une sorte de rite initiatique, collective émulation** qui n'est pas sans rappeler certaines coutumes ancestrales : ils passent à l'âge adulte, c'est l'épreuve du feu ! En brûlant, ils exorcisent leur impuissance et leur dépendance d'enfant : du moins le ressentent-ils confusément ainsi ! ...

**Il y a rupture, plus que du lien social, rupture du contrat social, tout simplement !** Depuis un demi-siècle au moins, le phénomène est en cours dans les pays industrialisés, et il s'accélère, et cela n'a rien à voir avec du communautarisme à l'américaine ou même de l'acculturation : il n'y a qu'à discuter avec les gens concernés pour le comprendre. Il s'agit de l'affaiblissement des liens familiaux et de l'autorité parentale, dans le contexte de la pauvreté, et plus généralement sous l'action des forces centrifuges, inhérentes au rythme trépidant de la vie moderne, surtout en milieu urbain. C'est à mettre, en France, au compte de tous les gouvernements qui se sont succédés, ces dernières décennies. **Ils se sont couchés devant les impératifs économiques au détriment de la justice sociale, et ils se contentent de gérer la misère de mal en pis !** Et quand on invite ces habitants des banlieues à venir parler de leurs problèmes, c'est pour mieux les ridiculiser ; ainsi que je l'ai encore constaté ces derniers jours, au cours d'émissions télévisées, merdiques ! Les animatrices et animateurs préfèrent encourager les cabotins de la politique à faire leurs numéros d'homme-orchestre : nous avons à faire à un mur qui renvoie tous les sons et les images, pour nous faire apparaître une actualité tendancieuse : une véritable insulte à l'intelligence commune !

Ce phénomène d'incendiaires : une forme d'autodestruction, on peut le penser, sert aussi de révélateur, j'en suis persuadé. **Il symbolise la détresse de jeunes, face au non-sens de l'évolution sociale et à l'incompréhension dont ils sont victimes.** Il devrait nous interpeller vivement en esprit. C'est un appel au secours qui en appelle d'autres, sous de multiples formes, et le spectacle de cet embrasement, **voulu par des gens qui ne veulent rien comprendre à la dignité humaine**, agit comme un encouragement à le faire. L'effet de mode est terrible en la matière, et nous met face à nos responsabilités, qui ne sont certainement pas celles évoquées par l'actuel ministre de l'intérieur, ou pas seulement... Le phénomène risque de s'aggraver, c'est la manifestation d'une souffrance, et les gens au pouvoir veulent ignorer un aspect fondamental du problème : ces jeunes gens qui ne sont pas tous des caractériels, ne veulent pas vivre comme leurs parents : **être traités en esclaves**, pour avoir au bout du compte, encore moins qu'eux ! C'est une trahison qu'on leur fait, **honte à nos dirigeants !!!**

**Jean-Jacques REY**

---

envoi de Gilles Delcuse :

<http://destroublesdecetemps.free.fr/index.htm>

## **DE LA PAIX**

Un terrible contresens nous fait confondre l'état de paix avec celui de la domestication ; autrement dit, il y a une confusion entre la paix véritable qui est établie sur la cordialité, et l'organisation sociale hiérarchique qui nécessite la pacification des esprits pour perdurer. Contrairement à ce qu'il est dit habituellement, les démocraties modernes ne connaissent pas la paix, mais la loi. La loi est un système d'obéissance fondé sur la peur et le chantage, tandis que la paix est fondée sur la liberté, c'est-à-dire tout le contraire de la peur. La paix véritable est la conséquence de l'entente entre des parties, et non l'obéissance à un ordre établi.

La paix n'est pas un état de fait, mais la conséquence d'un dialogue qui porte sur le partage des richesses. Nous sommes donc loin, dans les démocraties modernes, d'avoir établi une paix durable sur ce principe. Le maintien de la paix actuelle est fondé sur la séparation des individus entre eux ; et la peur de tendance paranoïaque qu'un tel éloignement ne manque pas de provoquer, est alimenté par le discours dominant qui nous plonge dans des images d'horreur que le terrain de la guerre militaire, c'est-à-dire contre révolutionnaire, produit. Il est intéressant de noter que les armes de destruction massive sont produites par les démocraties modernes grâce au concours des salariés, par l'imposition de leurs maigres ressources. C'est pourquoi il y a abus de langage à parler de paix sur le terrain où le travail salarié sert le fonctionnement d'usines de production d'armes de destructions massives. C'est un abus de langage de parler de paix, de paix véritable basée sur l'entente cordiale, dans les pays où le budget de l'armée est le plus élevé des budgets accordés aux divers ministères. C'est un abus de langage de parler de paix dans un pays qui gouverne par l'usage de la peur et la menace permanente du joug de l'autorité. Et cet abus de langage est dû à la confusion entre l'idée que l'on se fait de la paix véritable fondée sur la liberté, et la pacification forcée fondée sur la domestication. La domestication éloigne du sens des responsabilités, du sens de l'usage véritable de la vie, en maintenant les individus dans l'illusion du contraire par le renforcement du système de la culpabilité, système par lequel est fondé un Etat.

Nous ne vivons pas un état de paix durable, mais un état de soumission permanent.

Ce que l'on accepte de la paix, paix que l'on n'a pas choisie, c'est l'idée qu'elle est un confort, en opposition avec la guerre, guerre que l'on ne choisit pas et que l'on identifie à l'horreur. Il ne nous vient pas à l'esprit que la paix que nous subissons est tout autant meurtrière et atroce que la guerre militaire, parce que la mort qu'elle engendre, et qui nous est

dérobée, nous est réservée de manière aseptisée. L'organisation sociale de la paix engendre une mortalité recouverte sous l'apparence des accidents, des maladies et des suicides, c'est-à-dire ce qui induit une fatalité dont est seul responsable l'individu, mettant en cause son hygiène de vie, et son inconscience des facteurs de risque, alors même qu'on ne saurait parler de conscience et d'hygiène lorsque la moindre décision, décision véritable aux effets concrets, est dérobée à la volonté des individus par un arsenal médical, judiciaire et ecclésiastique.

Il ne semble pas venir à l'esprit que les idées qui ne sont suivies d'aucun effet sont le produit d'individus qui n'ont aucun pouvoir de décision, que leurs avis ne sont que des simples opinions, c'est-à-dire d'idées qui n'engendrent rien, d'idées stériles. C'est pourquoi la libre expression des opinions est garantie par la constitution biblique qui forme le socle idéologique qui justifie l'autorité des démocraties modernes, la fameuse liberté d'expression que garantit la constitution des USA. Voilà une liberté au nom de laquelle tout peut se dire puisque rien n'est suivi d'effet. Il semble qu'à défaut de la chose, l'idée que l'on s'en fait suffit, et que cela garantit le bonheur que notre soumission installe. Ceci est un grand progrès, du moins pour ceux dont la soumission est un confort, parce que pour les autres, ceux qui n'arrivent pas à s'y insérer, à y trouver une place aussi humble soit-elle, tous les laissés pour compte, les SDF privés d'EDF, les mendiants en grande dépendance d'ANPE, les sous-salariés du RMI, les mères célibataires privées de leur féminité, et pour d'autres privés même de définition puisque privés de papier prouvant leur identité, il reste l'humiliation, la malnutrition, la dégradation, la répression, la prison... Dans ces conditions, parler de paix est pour le moins insultant.

La paix orchestrée par les démocraties judéo-chrétiennes cache un système de domestication derrière la seule forme de liberté qu'elles conçoivent, la liberté de consommer des marchandises grâce à la liberté dite du travail, et uniquement à heure ouvrable, dans les limites que la loi impose. On comprend, dans ce cas, que les pauvres jouent au Loto. L'espoir de devenir milliardaire, dans ce monde, est le seul espoir sensé. L'espoir de consommer librement dans le monde, est le seul projet qui a véritablement un sens. Le seul pour lequel chacun cherche un travail, cherche à gagner toujours plus d'argent. La véritable ambition que l'on rencontre dans le travail n'est pas la reconnaissance sociale de cette activité, ni l'amour, ni rien de ce qu'on entend benoîtement par humanité, mais l'élévation sociale que cette activité permet avec un salaire conséquent, à condition que le patron ne décide pas, un jour de grande clarté, de s'enfuir avec ses capitaux afin de jouir d'une vie autrement plus délicieuse, à défaut d'être respectable, à l'étranger, là où la main d'œuvre est bon marché, hors de l'oppression permanente des syndicats pour lesquels seul le travail est une valeur. Car, pour un patron, ce n'est pas le travail qui est une valeur, mais l'argent que le travail produit. Pour un patron, l'essence du travail, c'est le bénéfice qu'il rapporte ; pour le salarié, c'est la justification de la vie.

Le travail est cette activité très spéciale qui ne produit que de l'argent. Les marchandises que le travail produit ne sont que les moyens de faire toujours plus d'argent. Le travail n'est donc pas une activité humaine fondée sur la solidarité ni sur la générosité, mais sur l'ambition égoïste où seule la loi de la jungle est respectée à défaut d'être approuvée. Et l'Etat est la police dont le rôle consiste à mettre de l'ordre dans ce désordre apparent en limitant la casse. L'Etat est le garant du système de l'argent par l'organisation de la paix qu'il impose, ou de la guerre qu'il produit, afin de maintenir ce système de la servilité, non l'ennemi des capitalistes, ni le garant de l'existence des travailleurs et de leur bien-être.

L'enjeu est la critique du travail, et non la justification et la protection de la pauvreté. Et cette critique se joue, bien évidemment, sur le terrain de la guerre. Mais, pas n'importe quelle guerre, la guerre sociale dont l'objet est l'émancipation des individus. Mais, pour qu'une telle guerre ait lieu, il faut ressentir une grande frustration, une violente injustice. Il faut nécessairement qu'apparaisse à nos yeux éteints, la lueur éblouissante de la richesse qui nous est confisquée de la vie. Il faut qu'apparaisse, à nos yeux éteints, le vide absolu de la réalité de la vie ; ce vide absolu que l'on confond si honteusement avec la paix. Il faut que, tout à coup, l'intelligence nous monte au nez de manière aussi foudroyante que la moutarde de Dijon. Il faut en finir avec la Pax Romanus.

La paix que nous vivons est celle figurée par l'asile psychiatrique. Le monde moderne, avec ses maquereaux et ses pétasses, est un système d'enfermement tout à fait similaire à l'enfermement psychiatrique, où la loi est appliquée pour le bien des patients – devinez de quel bien il s'agit – et où on fait croire que le travail est une activité saine qui aide à l'émancipation des êtres humains, alors qu'elle est une activité délirante qui ne produit que de la dépendance, de la soumission, de la peur, de la mort.

La pacification des pays dominés par le nihilisme démocratique, que Nietzsche dénonça avec vigueur, est la condition des guerres dans les régions dominées par les colons nihilistes. Les guerres orchestrées dans ces régions du monde, sont la garantie de la paix dans nos contrées dominées par le nihilisme marchand. La paix d'ici est un nihilisme, et non la condition de l'évolution de l'humanité. Elle est une négation de la vie, non son épanouissement. Et c'est cette négation qui provoque ailleurs la famine et des guerres de type impérialiste, et ici du mépris et de la misère. C'est pourquoi il revient aux cyniques et aux naïfs positivistes de la revendiquer, pour des raisons diamétralement opposées, mais dont les conséquences restent désastreuses, les premiers, du fait de leur égoïste programme, les second à cause du refus de vouloir ruiner le programme des premiers par la crainte de tomber dans pire, alors même que le pire est déjà atteint, s'imaginant pouvoir convaincre par le dialogue avec un programme qui refuse l'égoïsme. L'intention est louable. Et elle n'est que cela.

Une paix durable n'a de sens que sur l'établissement de l'humanité, c'est-à-dire l'idée que nous nous faisons de la richesse, et non sur la crainte d'engager le débat sur les moyens de parvenir à cette richesse, parce que un tel débat engage inévitablement une lutte sans merci. Car, enfin, croyez-vous sérieusement que les capitalistes vont abandonner leurs privilèges après avoir discutés avec les gueux du bien fondé de leur raison ? Croyez vous qu'ils vont abandonner leur religion nihiliste pour les beaux yeux de tous les pauvres ères qui y sont soumis, dans une ultime B.A. qui aurait le tord de les desservire?

La vérité du refus d'engager une lutte est dans la crainte de perdre notre misérable vie. Certes, elle est misérable, cette vie. Mais enfin, c'est la nôtre. Elle est pleine de lâcheté, de couardise, de méchanceté, d'ignominie, d'égoïsme...Mais elle reste irremplaçable. A défaut de vivre, ne pas mourir nous semble un bon programme.

La paix du capital, c'est le nihilisme de la vie.

**Gilles DELCUSE**

Le 9 Août 2004

---

Envoi d'Isabelle Costa : <http://costa.songs.free.fr/>

pour

Sylvain Timsit : <http://perso.wanadoo.fr/metasytems/>

[Moi, je veux pas finir comme ça...](#)

**Pages de référence :**

<http://perso.wanadoo.fr/metasytems/JTContents.html>

<http://perso.wanadoo.fr/metasytems/Topics.html>

<http://perso.wanadoo.fr/metasytems/Topics2.html>

## Schizophrénie organisée

Alors que les problèmes écologiques, démocratiques, économiques et géopolitiques s'aggravent dangereusement, le décalage se creuse entre les problèmes réels perçus par les citoyens dans leurs moments de lucidité, et les problèmes mis en avant par les dirigeants politiques et leurs relais médiatiques.

Le but de cette schizophrénie organisée est de faire oublier les dégâts du libéralisme et leurs responsables grâce à des boucs-émissaires et des "arbres pour cacher la forêt"...

**\* les problèmes les plus amplifiés  
par le système politico-médiatique**

- la sécurité routière (déclarée "priorité nationale" par le gouvernement français)
- la pédophilie (sauf celle commise par des réseaux sataniques et qui fait l'objet d'un black-out)
- le terrorisme (qui demeure un phénomène sporadique, malgré la violence et l'horreur de chaque acte)
- les sectes



- le trafic de drogue
- le dopage sportif
- la grippe aviaire (et autres épidémies animales)
- le débat sur le mariage gay
- la promotion de la parité homme-femme
- la lutte contre les discriminations dans le monde du travail : tous égaux dans l'esclavage !)

## **\* les problèmes réels, par rapport à leurs conséquences sur l'avenir de l'humanité et de la planète**

### **Environnement**

- Réchauffement climatique accéléré, déforestation, effondrement de la biodiversité, pollution généralisée...
- 70% des maladies causées par la pollution de l'environnement et par les produits chimiques présents dans l'alimentation
- Multiplication des cultures OGM malgré l'opposition des populations et le risque avéré d'une dissémination de gènes modifiés vers les espèces naturelles
- Epuisement des réserves de pétrole, et absence des investissements et de la volonté politique nécessaires pour le développement d'énergies alternatives

### **Economie**

- Anéantissement de l'état par l'endettement, les privatisations, les "déréglementations" et les abandons de souveraineté (par le biais d'accords internationaux dans le cadre de l'OMC, de l'OCDE, ou de l'Union Européenne...)
- Incapacité croissante des états à assumer des fonctions vitales comme l'éducation, la santé, le système de retraites, ou encore le secours aux populations en cas de catastrophe naturelle
- Ruine des systèmes publics d'assurance-santé, à cause des maladies créées par la pollution, le stress et l'alimentation industrielle, et également à cause des pratiques de l'industrie médico-pharmaceutique (sur-médication, effets secondaires des traitements, maladies nosocomiales...)
- Délocalisations massives vers des "pays émergents" dont le faible coût de la main d'œuvre est garanti par l'absence de démocratie

- Désindustrialisation des pays occidentaux, avec une perte progressive mais irréversible du savoir-faire industriel
- Développement d'un nouvel esclavage, avec une augmentation du temps de travail, une réduction des salaires et des droits sociaux, une précarité et une "insécurité sociale" généralisée
- Hausse massive des prix de l'alimentation et du logement, salaires de misère (la pauvreté en travaillant), disparition des classes moyennes et creusement des inégalités
- Appauvrissement de la majorité des gens, mais bénéfices record pour les multinationales
- Augmentation croissante du nombre de sans-abri
- Augmentation croissante du nombre de suicides, à cause du désespoir et de l'absence d'avenir

## **Démocratie**

- Recul inquiétant des droits de l'homme et de la démocratie. Instauration d'un régime policier (contrôles incessants, surveillance électronique généralisée, biométrie...), et adoption de lois d'exception sous prétexte de "lutte contre le terrorisme"
- Dévoiement du pouvoir politique par les réseaux d'influence des multinationales, collusion totale entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, transfert du pouvoir vers des organisations non-élues
- Disparition de tout choix électoral réel
- 70% des médias dans le monde contrôlés par seulement 8 multinationales
- Contrôle par les multinationales de presque tous les domaines de notre vie: alimentation, énergie, logement, transports, communications, médias, culture, recherche scientifique, éducation, santé, banques, retraites, assurances-maladie... et bientôt police, justice et armée.
- Appropriation du vivant par les multinationales, au moyen des OGM et des dépôts de brevets sur les espèces naturelles

## **Géopolitique**

- Dérive des Etats-Unis vers un régime militaire fasciste qui menace la paix et la démocratie dans le monde, et qui détient plus d'armes de destruction massive que tous les autres pays réunis.
- Montée en puissance économique, technologique et militaire de la Chine totalitaire et communiste grâce à la cupidité des multinationales, "forces vives" du capitalisme

- Détournement du projet européen, désormais orienté contre les peuples (et au seul bénéfice des multinationales et de l'empire américain)

- Sabotage du projet européen en dissolvant les pays d'Europe de l'ouest dans un ensemble de plus en plus vaste et hétérogène, au moyen d'un "élargissement" perpétuel, rendant ainsi à jamais impossible l'émergence d'une "Europe politique" ayant la volonté et les capacités de faire contrepoids aux Etats-Unis et au modèle libéral.

*Article: © Syti.net, 2005*

---

Envoi d'Attac France :

<http://france.attac.org/>

## **Les quartiers populaires subissent au quotidien la violence du libéralisme**

Chômage de masse, logement social en désuétude, logements insalubres, absence de moyens pour l'éducation nationale, régression des services publics, insuffisance des transports en commun, pauvreté, exclusion sociale et ségrégation asphyxient les habitants des quartiers populaires. Malgré les efforts et les actions menées par des élus locaux et les associations qui s'époumonent à lancer des cris d'alarme sur la situation de ces quartiers, les inégalités ne font que s'accroître et la misère économique sociale et culturelle s'est peu à peu enracinée dans les cités. Cette situation est le produit direct des politiques néolibérales menées depuis près de 30 ans.

Les dispositifs de politique de la ville prétendaient réparer les dégâts les plus criants de l'abandon par l'Etat de son rôle régulateur et redistributeur des richesses. Malgré leur caractère pourtant insuffisant, les gouvernements Raffarin-De Villepin n'ont cessé de rogner sur ces dispositifs, supprimant les subventions aux associations, ce qui a entraîné la mort de nombre d'entre elles, liquidant les mesures de prévention au bénéfice du répressif, gelant en 2005 plus de 350 millions d'Euros destinés aux banlieues, mettant fin aux emplois jeunes sans solution alternative, diminuant de 10% ses apports pour le logement social. Mais cette politique n'est pas une "erreur" tactique. Elle est l'expression, en France, des politiques libérales menées aussi au plan européen et international. Se généralisent délocalisation des entreprises, dérégulation du droit du travail, mise en concurrence accrue des travailleurs du sud et du nord, diminution des recettes de l'Etat (toujours moins d'impôt pour les plus favorisés). Les plus précaires, les moins "adaptables au système" sont touchés les premiers et le plus violemment. Ce sont eux qui peuplent les quartiers populaires des banlieues. Parmi

ceux-ci, les jeunes, français ou non, nés de parents immigrés, subissent de surcroît une exclusion et des vexations liées à la couleur de leur peau, à l'origine de leur nom. Une génération entière est privée d'espoir et de perspectives de vie, l'école n'étant même plus en mesure de remplir son rôle. Leur désespérance s'exprime aujourd'hui de la manière la plus brutale, d'autant qu'elle a été exacerbée par les propos d'un ministre de l'Intérieur répressif qui cherche à capter les voix de l'extrême droite pour les futures élections présidentielles de 2007. La stratégie politicienne de Nicolas Sarkozy, qui consiste notamment à jouer sur la peur, est celle d'un libéral convaincu.

Les quartiers populaires présentent aujourd'hui le visage d'un laboratoire du libéralisme sauvage que l'on retrouve sur d'autres territoires de la planète. Alors que les profits boursiers et la spéculation financière ne cessent d'augmenter, que les paradis fiscaux prospèrent, la pauvreté s'installe dans les pays les plus riches et ce de façon organisée et délibérée. Les discussions de l'OMC prévoient, lors du sommet de Hong Kong qui se tiendra en décembre 2005, de continuer à organiser et amplifier les bénéfices des multinationales. Au plan européen, la directive Bolkestein, réactivée, sera à l'ordre du jour le 22 novembre.

C'est l'ensemble des citoyens, salariés ou chômeurs, français ou immigrés, qui doivent s'engager massivement dans la déconstruction de l'idéologie néolibérale. Attac appelle les associations d'éducation populaire, celles qui sont impliquées dans les quartiers, les banlieues et les zones rurales, tous les citoyens et citoyennes, à participer à toutes les initiatives contre l'OMC, contre la directive Bolkestein, pour le développement des services publics qui auront lieu en novembre et en décembre. Elle appelle ses adhérents, les comités locaux, à poursuivre le travail engagé pour ouvrir les rangs de l'association aux catégories populaires.

La révolte qui s'exprime aujourd'hui par la violence est un cri de désespoir d'une génération abandonnée. Toutefois, les cibles de cette violence (écoles, gymnases, autobus, etc.) constituent des biens collectifs dont les quartiers en souffrance ont impérieusement besoin, ou des biens appartenant aux habitants de ces quartiers. Ces actions ne peuvent en aucun cas apporter de réponses en faveur de l'amélioration des conditions de vie des habitants ni offrir de perspectives concrètes. Victimes de la violence du libéralisme, les quartiers populaires souffrent aussi, depuis ces derniers jours, d'une violence menée par une partie de la jeunesse, qui s'apparente parfois à des actes d'autodestruction. Cette double violence accroît le risque de développement des politiques sécuritaires et répressives, de division des habitants et de remontée des idées portées par le Front National. Les mesures annoncées le 7 novembre par le Premier ministre se situent quasi exclusivement dans cette perspective. L'exhumation d'une loi d'exception, instaurant le couvre-feu, datant de la guerre d'Algérie, en est le signe le plus fort. Elle risque d'aggraver les tensions et de raviver la mémoire la plus douloureuse de parents et grands-parents. Attac dénonce la mise en oeuvre de cette loi liberticide qui permet des assignations à résidence, la fermeture des lieux de réunions, leur interdiction, la censure de la presse et peut donner une compétence civile aux autorités militaires. En aucune manière elle ne constitue une réponse responsable et efficace à la situation actuelle.

Jeunes et habitants des quartiers, salariés ou chômeurs, retraités ou actifs : nous avons pour tâche d'organiser ensemble nos ripostes et nos résistances face à l'adversaire commun qui pille nos richesses et défait les solidarités. Il s'agit bien d'un combat politique dans lequel il appartient à chacun de prendre sa part et ses responsabilités afin que les quartiers populaires ne soient livrés ni à la violence, ni à la répression, ni à la misère, ni aux mouvements religieux. Attac exprime sa solidarité avec toutes celles et ceux - élus locaux, militants associatifs, travailleurs sociaux, et simples citoyens - qui, par leur présence sur le terrain, s'efforcent de nouer le dialogue, de prévenir des affrontements et des destructions supplémentaires. La situation des quartiers populaires est l'affaire de tous, elle est une affaire de solidarité et de citoyenneté. La résolution du problème passe évidemment par l'arrêt des discriminations et par l'accès à l'emploi. C'est la priorité numéro un. Dans l'immédiat, l'accès au revenu est indispensable pour les jeunes qui ne perçoivent ni les allocations chômage - car beaucoup n'ont jamais travaillé -, ni le RMI quand ils ont moins de 25 ans.

Seul un changement radical de politique pourrait répondre aux aspirations des catégories populaires et des jeunes plongés dans le désarroi. Rien ne pourra être fondamentalement résolu sans remise en cause de la dictature des marchés. Des alternatives économiques, des modes de développement solidaire et une répartition équitable des richesses sont possibles. A nous tous de porter et de promouvoir ces alternatives. Pour que l'espoir d'une transformation sociale radicale ouvre des perspectives de vie à chacun et à chacune.

*Le bureau d'Attac,  
Le 8 novembre 2005*

référence article : <http://www.france.attac.org/a5626>

---

Envoi de Serge Thinat

pour

Raoul Jennar : <http://www.urfig.org/francais.htm>

via Daniel Cojean

**TOUS ENSEMBLE !**

Que les dirigeants du PS et des Verts et les média aient été incapables de percevoir ce qui se passait dans le peuple de gauche tout au long des mois qui ont précédé le 29 mai en dit long sur l'abîme qui sépare aujourd'hui les élites politico-médiatiques du pays réel. Depuis, les mêmes confirment leur surdité et leur arrogance.

Pourtant, ce qui s'est passé relève du plus démocratique des élans. Des femmes et des hommes, sans affiliation associative, syndicale ou participative se sont emparés du texte soumis à leur jugement, pour le décoder, pour solliciter des interprétations, pour ensuite constituer avec d'autres ou rejoindre les collectifs qui, après l'Appel des 200 lancé le 19 octobre, sont nés, quasi comme par génération spontanée, dans toute la France.

J'ai été souvent invité par ces collectifs où se côtoyaient des militants du Parti Communiste, de la LCR, des Alternatifs, des socialistes et des écologistes en dissidence, des militants de la CGT, de la FSU, de Solidaires, des membres d'Attac ou d'associations locales et de simples citoyens.

Tous ensemble, ils avaient travaillé durement pour assurer le succès de la réunion, souvent précédée de rencontres dans les quartiers ou les villages, au plus près des gens. Ils avaient passé des heures à distribuer des tracts, à placer des affiches, à convaincre. Ils avaient échangé leur savoir-faire, leurs imaginations, leur dynamisme, leur détermination. Et, après mon passage, ils allaient continuer de plus belle.

Tous ensemble. Ces deux mots tout simples résument quelque chose qui émeut au plus profond : la dignité qui relève la tête, la renaissance de l'engagement, la fraternité qui rassemble dans l'action.

Tous ensemble, ils ont découvert la richesse apportée par chacun : le formidable savoir faire des militants communistes, l'ingéniosité de ceux de la Ligue, le sens de l'organisation des syndicalistes, la bonne volonté des associatifs ; des qualités d'ailleurs très largement partagées par tous.

Tous ensemble, aujourd'hui, ils attendent un lendemain, une suite, un prolongement cohérents. Ils ont résisté. Ils ont gagné cette bataille. Ils ne veulent pas être désarmés.

Tous ensemble, ils attendent un signal fort. Celui qui tout à la fois rassure et dynamise.

Car certains doivent être rassurés. C'est vrai, reconnaissons-le calmement, ceux qui n'appartiennent pas à un parti politique craignent que ce formidable élan collectif soit récupéré par l'un ou l'autre appareil tenté par l'idée de contrôler l'outil créé ensemble. D'autres, dans le mouvement associatif, n'apprécient pas que certains au sommet, qui ne furent pas des premiers engagements, s'approprient le mérite d'une victoire qui est l'œuvre de tous. Il ne faut pas cacher ces réalités. Il faut au contraire les rencontrer pour les surmonter. Par des actes concrets qui doivent venir de chaque côté. Et qui renouent la confiance.

Et tous attendent un nouvel élan pour poursuivre. Car ils redoutent les logiques toujours à l'œuvre dès qu'il s'agit de faire passer le parti ou le mouvement avant la cause.

Tous ensemble, nous avons fait un choix de société. **Ce choix nous définit et nous distingue.**

Comment pourrait-on ignorer ce que fut la position des dirigeants et cadres du PS et des Verts ?

Pourrions-nous oublier les arguments qu'ils ont utilisés, les moyens qu'ils ont mis en œuvre, leur mépris et leurs insultes ?

Pourrions-nous envisager, une fois de plus, d'accepter que ceux qui nous ont combattus deviennent demain ceux à qui il nous faudrait faire confiance ?

Tous ensemble, nous avons prouvé qu'unis et déterminés, nous pouvons vaincre. Sans eux et malgré eux.

Restons unis et soyons, plus que jamais, déterminés. Tous ensemble.

**Raoul Marc JENNAR**

*chercheur au service du mouvement social*

[www.urfig.org](http://www.urfig.org)

---

Envoi de Jack Harris :

<http://harris.jack.monsite.wanadoo.fr/> & <http://www.wiki-art.org/>

## L'adieu au P.S.

Hollande peut jubiler et avec lui l'ensemble des énarques du PS qui firent campagne pour le "Oui" à la constitution européenne. Toutefois, cette liesse qui les anime pourrait bien être le chant qui prélude la mort du cygne car les éléphants du parti qui se congratulent aujourd'hui sur leur planète, refusent de descendre sur terre pour affronter la réalité en face. Certes, Hollande a obtenu la majorité chez les militants, mais le Bureau politique n'a pas un seul instant pris en compte le sentiment des sympathisants. Pourtant, lors des élections présidentielles, législatives et autres, qui permet au P.S. de peser lourd dans la balance si ce n'est la quantité énorme de sympathisants, quantité nettement supérieure à celle des militants.

Il est clair que nombreux sont ceux qui soutenaient le PS ont perdu leur foi dans ce parti tant leurs illusions furent déçues. A cela est venu s'ajouter l'ignoble conduite des responsables du parti qui ont voulu imposer le "oui" en mêlant l'arrogance, le mépris et l'insulte à l'égard des personnes qui s'opposaient à leurs idées, sans oublier le fait qu'ils ont bafoué la démocratie en restant aux postes qu'ils occupaient alors que la majorité du peuple les avait désavoués. Une telle façon d'agir relève plus du totalitarisme que de la démocratie.

Ce n'est pas pour autant que les militants, comme les sympathisants déçus, écœurés, devront aller voter pour l'extrême droite ou s'abstenir. Au contraire puisque, en agissant de la sorte, ils contribueraient à donner un chèque en blanc à une ligne politique que nous désavouons. Si nous voulons faire bouger ce monde, au moment voulu il nous restera la possibilité de glisser dans l'urne un bulletin qui profitera soit au PC, soit à l'extrême gauche. Peut-être qu'alors la leçon portera ses fruits et qu'elle permettra au P.S. de repartir sur de nouvelles bases.

**Jack Harris - écrivain**

24380 Cendrieux

---

Envoi de FFII :

<http://www.ffii.org/> & <http://kwiki.ffii.org/ShortIntroFr>

&

Florian Mueller :

<http://www.nosoftwarepatents.com/fr/m/about/founder.html>

## **Merci de voter contre les brevets logiciels** **dans une élection sur Internet**

*Dans l'élection sur Internet du prix « EV50 des personnalités européennes de l'année ». Il s'agit de la plus prestigieuse remise de prix pour la politique de l'Union européenne. Cela enverra un signal fort aux politiciens, à la presse et au public, si un bruyant opposant aux brevets logiciels était élu nouvelle « personnalité européenne de l'année ».*

**[extrait courriel type pour incitation à voter]**

Il y a une élection sur Internet très importante, dans laquelle tout le monde peut voter pour « la personnalité européenne de l'année » (même ceux qui ne sont pas européens). C'est le prix le plus important dans la politique européenne et il y a de bonnes chances que le fondateur de la campagne NoSoftwarePatents puisse le



remporter. J'ai déjà voté pour lui et je voudrais te demander si tu pouvais faire de même pour envoyer un signal fort contre les brevets logiciels.

Cela nous aiderait à mieux faire prendre conscience du problème des brevets logiciels aux responsables politiques si nous gagnions ce vote sur Internet. La lutte contre les brevets logiciels continue et nous avons besoin de l'attention des responsables politiques, de la presse et du public. C'est une excellente opportunité, merci donc de cliquer ici pour en lire plus sur comment voter :

<http://www.nosoftwarepatents.com/fr/m/ev50/vote.html>

Merci.

\*\*\*\*\*

Le vote est ouvert au public du monde entier (y compris les non européens), et l'idée générale est exposée sur cette page :

<http://www.nosoftwarepatents.com/fr/m/ev50/index.html>

Les bases : les droits d'auteur protègent les auteurs mais ne font aucun mal à un honnête homme. Les brevets, en revanche, sont des monopoles sur 20 ans que le gouvernement accorde sur des idées larges et générales. Les brevets sont des armes potentielles contre chacun de nous.

<http://www.nosoftwarepatents.com/fr/m/basics/index.html>

Des recommandations de vote explicites sont disponibles sur cette page :

<http://www.nosoftwarepatents.com/fr/m/ev50/vote.html>

Ces pages sont disponibles en 14 langues. Vous trouverez également sur ce site un formulaire pour envoyer un courriel, ce qui est moyen simple et rapide d'informer sur cette campagne, ainsi que des bannières pour votre site web.

Richard Stallman (le président de la Free Software Foundation), Tim O'Reilly (éditeur et organisateur de conférences), Alan Cox (mainteneur du noyau Linux), Rasmus Lerdorf (PHP) et Monty Widenius (MySQL) ont soutenu nos recommandations de vote dans un communiqué de presse :

[http://www.ag-ip-news.com/GetArticle.asp?Art\\_ID=2254&lang=en](http://www.ag-ip-news.com/GetArticle.asp?Art_ID=2254&lang=en)

(version française : <http://www.ffii.fr/article204.html>)

---

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : [www.jj-pat-rey.com](http://www.jj-pat-rey.com)

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>